

Assurance chômage : priorité à l'intégration

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1467

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1010452>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Priorité à l'intégration

Faut-il ou non réduire la durée des prestations de l'assurance chômage? Sur ce sujet, les partenaires sociaux s'affrontent.

L'ASSURANCE CHÔMAGE VISE à fournir un soutien financier temporaire aux personnes qui ont perdu leur emploi. Mais le niveau et la durée des prestations ne doivent pas inciter les bénéficiaires à renoncer à travailler. La recherche de ce délicat équilibre n'est pas chose facile et suscite des batailles d'experts. La révision annoncée de la Loi fédérale sur l'assurance chômage ne fait pas exception. Deux études récentes aboutissent à des conclusions divergentes quant à l'impact de la durée des prestations sur l'incitation à réintégrer le marché de l'emploi et leurs coûts.

Georges Sheldon, professeur à l'Université de Bâle, préconise depuis toujours une réduction drastique de cette durée, condition indispensable selon lui de la réduction du taux de chômage. Dans sa dernière analyse économique, il évalue à 33% (1,25 milliard de francs) le coût supplémentaire pour l'assurance chômage en 1998 dû à la

prolongation de la durée des prestations. Deux tiers de ce coût seraient directement imputables au changement de comportement des chômeurs induit par cette prolongation: le chômeur, sachant qu'il bénéficie d'un nombre d'indemnités durant deux ans (520 jours), ne serait pas pressé de retrouver un emploi.

Le Bureau pour les études sociales et du marché du travail (BASS), mandaté par le Secrétariat à l'économie, décèle également un tel effet mais ne le chiffre pas. Il évalue à 15% seulement le coût supplémentaire engendré par la durée prolongée des prestations.

Dans un contexte de forte baisse du taux de chômage, voire d'assèchement du marché du travail, le Conseil fédéral propose de réduire la durée des indemnités de 520 à 400 jours, sauf pour les chômeurs à quatre ans au plus de l'âge de la retraite. Il vise par là à assurer le financement à long terme de l'assurance chômage.

Il faut mettre ce projet en perspective. Entre 1991 et 1997, la durée des indemnités a passé de 250 à 520 jours. Durant cette période, le législateur a durci les exigences relatives à la définition d'un «emploi convenable» imposé au chômeur tout en favorisant le développement des programmes de placement, d'occupation, de recyclage et de formation.

Plutôt que de se cristalliser sur la durée des indemnités – les syndicats et la gauche dénoncent un démantèlement et les milieux patronaux et l'UDC préconisent une réduction plus forte encore –, le débat doit porter prioritairement sur les mesures de réintégration dans le marché du travail. Notamment les mesures en faveur des chômeurs de longue durée, difficilement plaçables, et dont la prolongation de la durée des indemnités ne résoud pas le problème. A cet égard, la ville de Zurich développe une politique qui pourrait servir d'exemple. *jd*

IMPÔT SUR LES GAINS MOBILIERS

Une position immorale

IL FAUT LE rappeler: l'imposition des gains mobiliers ne représente pas au premier chef la recherche d'une nouvelle recette, encore qu'elle ne soit pas négligeable comme le prouve l'exemple des Etats-Unis, mais elle traduit un souci d'égalité de traitement. Car cette égalité exige que tous les revenus, quelle que soit leur origine, soient imposables. C'est la conclusion à laquelle était arrivée la commission d'experts mise en place par M. Villiger lui-même (Commission Benisch). Elle estimait que les difficultés administratives d'application n'étaient pas une raison suffisante pour renoncer à un principe de base.

Rien à tirer du débat au Conseil national, la droite ayant recuit ses arguments ordinaires, dont notamment l'éternel «ne pas nuire à la place financière suisse». Mais il en est un, qui, quoique rebattu, est insupportable. Il

s'énonce ainsi. Les gros possesseurs de fortune mobilière trouveront de toute façon les moyens d'échapper à cet impôt qui, en fin de compte, ne frappera que les petits et moyens boursicoteurs. Mais pourquoi donc et comment les plus riches seraient-ils, par roublardise ou par fraude, au-dessus ou à côté des lois? Que cette «vérité» puisse servir d'argument, sans réaction du conseiller fédéral responsable, est confondant et politiquement immoral.

Un dernier rappel. Celui qui, de façon répétée en recourant à un professionnel ou de sa propre initiative, procède à des opérations boursières significatives peut voir ses gains imposés au titre d'un revenu professionnel. L'actuelle jurisprudence du Tribunal fédéral l'autorise déjà. Mais fait défaut et la volonté politique d'appliquer cette règle et les moyens donnés à l'administration pour en être l'exécutant. *ag*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (*jd*)

Rédaction:

Géraldine Savary (*gs*)

Ont collaboré à ce numéro:

François Brutsch (*fb*)

Gérard Escher (*ge*)

André Gavillet (*ag*)

Jacques Guyaz (*gj*)

Denis Müller

Charles-F. Pochon (*cfp*)

Le Débat: Rudolf Rechsteiner

Composition et maquette:

Géraldine Savary

Responsable administratif:

Marco Danesi

Impression:

Imprimerie Ruckstuhl SA,
Renens

Abonnement annuel: 100 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

@abonnement e-mail: 80 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

CCP: 10-15527-9

Site: www.domainepublic.ch